

Être payé à ne rien faire

Le revenu universel est entré en vigueur le 1^{er} janvier de cette année en Finlande, un pays de 5,5 millions d'habitants où deux mille demandeurs d'emploi âgés de 25 à 58 ans (en recherche d'emploi et bénéficiant déjà d'une allocation chômage) ont été tirés au sort pour percevoir 560 euros par mois pendant deux ans.

La nouveauté avec le revenu universel tient dans le fait que son bénéficiaire pourra accepter un travail et continuer à le recevoir, et ce, peu importe le salaire perçu. Dans l'ancien système, il suffisait que le demandeur d'emploi perçoive un salaire moyen de 400 euros pour perdre son allocation chômage, ce qui l'incitait à refuser une offre d'emploi peu rémunérée, de peur de se retrouver dans une situation financière plus difficile que lorsqu'il était au chômage.

Le nouveau système est au stade expérimental et la somme allouée reste modeste (en Finlande, le revenu net disponible moyen dépasse les 2 200 euros par personne et par mois) ; il doit permettre de mesurer l'incitation du revenu universel à motiver ses bénéficiaires pour trouver un emploi ou lancer des projets entrepreneuriaux.

La Finlande n'est pas la première à expérimenter le revenu universel. Elle a été devancée par des pionniers parmi lesquels figure la ville de Dauphin, au Canada, où les plus pauvres des 10 000 habitants de la cité ont reçu entre 1974 et 1979 une allocation fixe. Autre précédent connu : depuis un an, la 4^e

plus grande ville des Pays-Bas, Utrecht, verse à 300 citoyens au chômage et bénéficiaires des minima 900 euros par mois. Au-delà des villes, d'autres expérimentations ont été enregistrées aux Etats-Unis et en Inde, auprès de populations particulièrement pauvres.

Toutes ces expériences viennent concrétiser un vieux rêve : l'idée d'un revenu universel figure dans *l'Utopie* de Thomas More, publiée au début du XVI^e siècle, avant que connaisse une formulation concrète durant la Révolution française par le philosophe et député Thomas Paine, en 1795, dans «Justice agraire» ; ce dernier la rattachait aux droits figurant dans la Déclaration des droits de l'Homme, le revenu de base étant un droit et non plus une charité.

A la base, donc, l'idée est aussi bien de gauche que de droite, à l'image du néolibéral Milton Friedman, le fondateur de la célèbre école de Chacago, qui défend dès 1962 un impôt négatif - un montant fixe versé par l'Etat à tout individu dont les revenus sont trop bas - en échange de la suppression des minima sociaux et d'un impôt proportionnel.

Plus médiatisée, notamment au sein de la gauche française en panne d'idées neuves pour départager les candidats en lice dans les primaires, la décision d'Helsinki ne fait donc que relancer le débat sur l'efficacité du modèle nordique comme alternative aux ravages foudroyants et grandissants du néolibéralisme. Au-delà du PS

français, où Benoît Hamon en fait son cheval de bataille, le revenu universel retrouve une place de choix dans les débats de la gauche européenne. Plusieurs raisons expliquent cet intérêt, mais trois d'entre elles nous paraissent déterminantes :

- l'éradication de la pauvreté par la couverture des besoins élémentaires, de base ;

- la déconnexion entre le travail et le revenu qui autoriserait les chômeurs à décliner les offres d'emploi pénible, nuisible, sous-payé, mal payé ou à temps partiel, ou encore de négocier de meilleures conditions salariales ;

- la possibilité de se consacrer à des activités socialement utiles et primordiales, mais non valorisées par les logiques capitalistes qui prévalent toujours sur le marché du travail (étudier, élever ses enfants, prendre en charge un proche, etc.)

Nombre d'experts restent toutefois sceptiques sur la faisabilité du projet, faisant valoir son coût exorbitant. Selon la fondation Jean Jaurès, qui a réalisé une étude sur la question en mai dernier, un revenu de base universel et inconditionnel de 500 euros coûterait au bas mot 336 milliards d'euros à l'Etat.

Il reste donc à trouver cet argent. A gauche, toujours, la faisabilité du projet est associée à une taxation plus importante sur les hauts revenus et le patrimoine, la lutte contre l'évasion fiscale ou encore la suppression de niches fiscales.



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

«Revenu universel : et si c'était possible ?», s'interroge Gilles Raveaud, dans Alter-éco plus, sur la faisabilité de la chose et ses implications avant la décision d'Helsinki (*).

«Au-delà du débat bien légitime sur la possibilité ou non de financer un revenu de base, ce qui surdétermine le débat sur cette question, c'est la question suivante : peut-on être payé à ne rien faire ?

A. B.

(*) Gilles Raveaud, «Revenu universel : et si c'était possible ?», Alter-éco plus 10/06/2016.

<http://www.alterecoplus.fr>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@laalamhakimus](https://twitter.com/laalamhakimus)



Évaluer l'évaluation pour avancer vers l'avant !

-Quelle est l'ambiance au sein des Fennecs ?

-Elle est glacière !

-Tu veux dire glaciale ?

-Non ! Glacière !

Sellal l'a promis ! « A l'issue de la CAN, l'équipe nationale va rentrer et nous allons procéder à une évaluation pour voir la suite à donner. » D'abord, une précision : l'équipe ne va pas rentrer en entier sur Alger. C'est une réalité géographique, professionnelle et contractuelle. Plusieurs des joueurs de l'équipe d'Algérie ne rentreront pas sur Alger. Mais passons ! L'idée même d'une évaluation opère en moi comme un déclencheur. Dès que j'entends «procéder à une évaluation» les mêmes odeurs, les mêmes sensations, les mêmes impressions de déjà vécu remontent à la surface de mon gazon ! Par exemple, j'entends déjà qu'on va mettre en place une commission d'évaluation de ce qui s'est passé au Gabon. Ah ! La fameuse commission ! D'abord, un

mois ou deux pour décider de son appellation. La Haute Instance ? La Commission mixte qui ne sera pourtant composée que de mecs ? Le Groupe de travail ? Ensuite, le siège. Et oui ! Ils ne vont tout de même pas travailler dans la rue, sous la neige et le froid ces évaluateurs de la CAN 2017. Ensuite, le profil des membres de cette commission d'évaluation. Car là, aussi, on ne va pas y mettre n'importe qui. Non, bien sûr ! Il faut sérieusement évaluer chaque membre potentiel de cette commission ...d'évaluation. Mais alors, qui sera habilité à évaluer les évaluateurs ? Là, déjà, à la lisière abrupte de cette interrogation nietzschéenne, nous en sommes à cinq ou six mois après la déclaration initiale, toute pleine de bonnes intentions, de Sellal. C'est bien ! Nous sommes dans les délais ! Et je peux d'ores et déjà affirmer que le foot algérien est sauvé, Al-Hamdoulillah. Bon ! Yal' Hadj, c'est qui le prochain coach ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.